

Brandt sur la corde raide

Rivarol
ON ne saurait contester au chancelier Brandt des qualités de maître nœuvrier, ni un goût du risque confinant à la témérité. Il en a fait montre l'an dernier lors du lendemain d'élections qui avaient laissé le malin aux deux chrétiens et à leurs alliés du C.S.U. bavarois, il avait compris que le chancelier de haute lutte avec la complicité des libéraux, que les socialistes avaient hissé un des leurs, M. Heinemann, à la présidence. C'est à ces mêmes qualités que le chancelier devait le succès rapide et brusqué des négociations qui permirent de signer, comme par surprise, le traité germano-soviétique de Moscou, le 12 août dernier.

Dans les deux cas, les adversaires du gouvernement avaient été pris de court et s'étaient révélés impuissants à modifier la marche des événements. Mais, dans les semaines prochaines qui vont marquer le premier anniversaire de la prise au pouvoir du gouvernement Brandt-Scheel, on peut se demander si le chancelier ne pas pas être abandonné par la chance qui l'a servi depuis un an. L'anniversaire se présente, à vrai dire, sous des auspices peu rassurants. De quelque côté de l'horizon qu'on se tourne, les nuages menaçants s'accumulent dans le ciel de Bonn, et cela dans tous les domaines : celui de la politique étrangère comme celui de la vie politique intérieure.

LE TEST DE BERLIN

Au moment de la signature du traité de Moscou, le chancelier et son ministre des Affaires étrangères, M. Scheel, disaient, répétaient et faisaient répéter par leurs amis que le nouveau traité porterait aussi ses fruits pour l'Allemagne. Notamment, on ne tarderait pas à en constater les effets dans les améliorations qui seraient apportées à la situation à Berlin et au régime auquel étaient soumis les Berlinois depuis la construction du « mur de la honte » dont le neuvième anniversaire tombait le lendemain de la signature du traité de Moscou. Du reste, au dire du gouvernement de Bonn, l'Allemagne fédérale ne courait guère de risques dans l'affaire puisqu'elle ne ratifierait le traité que lorsque les améliorations substantielles attendues auraient été enregistrées. Comme la signature à Moscou avait eu lieu au cœur des vacances, il s'agissait de prendre patience pendant quelques semaines, jusqu'à ce que les négociations en cours au sujet de Berlin eussent lieu.

Cette patience se produisit au début de septembre, lorsque les représentants des puissances ex-occupantes se réunirent le fil de leurs conversations interrompues. Contrairement à ce que l'on avait espéré à Bonn et à ce qu'avait laissé croire le gouvernement, aucune amélioration ne fut sensible dans le comportement de l'ambassadeur soviétique, qui, courtoisement mais fermement, opposa une fin de non recevoir aux demandes insistantes de ses collègues.

Si bien que la population de Berlin et, au premier rang, les socialistes touchaient de près au gouvernement s'émurent. Le chancelier leur envoya son homme de confiance, M. Bahr, qui avait mené avec M. Gromyko les négociations préliminaires au traité de Moscou, pour les tranquilliser. C'est alors qu'il fut expliqué à l'opinion allemande qu'entre la signature du traité de Moscou et l'amélioration de la situation à Berlin existait un lien non pas juridique — car le traité n'en disait mot — mais politique, lien qui n'était pas moins fort, ainsi que les événements ne tarderaient pas à en fournir la preuve.

PAS DE « CHANTAGE A LA RATIFICATION »

En attendant que celle-ci fût administrée, les trois alliés occidentaux restaient devant l'énigme que représentaient pour eux les intentions soviétiques quant à l'ancienne capitale du Reich. Aussi les Etats-Unis croyaient-ils devoir mettre les négociateurs alliés en garde contre tout abandon de leurs droits à Berlin contre un avantage illusoire. Washington insistait pour qu'on trouvât une solution durable au problème.

Mais, si Moscou gardait le silence, ses satellites ne faisaient pas montre de la même réserve. Par la voix de la presse ou celle des hommes politiques, le bloc de l'Est demandait à Bonn de s'exécuter, c'est-à-dire de ratifier le traité sans égard au préalable de Berlin. Cependant que les forces du Pacte de Varsovie se livraient, à proximité des frontières de la R.F.A., aux plus importantes manœuvres organisées depuis l'existence du pacte. D'autre part, M. Stoph, Premier ministre de la R.D.A., qui avait été l'interlocuteur du chancelier Brandt à Erfurt et à Cassel, déclarait publiquement que le traité de Moscou commandait logiquement à Bonn de reconnaître la R.O.A. en droit international. A la même occasion, M. Stoph s'élevait contre « toute condition préalable et tout chantage à la ratification ». On ne saurait être plus net, et l'argument visait à jeter par terre tout échafaudage juridique élevé à grand peine par le gouvernement de Bonn.

5 NOV. 1970
 LES NEGOCIATIONS GERMANO-POLONAISES

Après la signature du traité de Moscou, on pouvait espérer que les pourparlers entre Bonn et Varsovie, en cours depuis de longs mois, ne tarderaient pas à trouver une conclusion favorable. Mais il devint très vite évident que la Pologne n'était pas disposée à se contenter de formules acceptées par la Russie soviétique et qu'elle désirait, de la part de l'Allemagne fédérale, des engagements plus précis quant aux frontières et encore plus définitifs que ceux du traité du 12 août, dont le Kremlin, pourtant, s'était déclaré satisfait. Varsovie préchait la patience pour les négociations avec Bonn. Du côté allemand, des obstacles subsistaient. Le député Hupka, membre du presidium des réfugiés — et bien qu'il fut membre du parti socialiste — s'élevait contre la politique du chancelier Brandt et soutenait publiquement que le gouvernement de Bonn n'avait pas le droit de reconnaître la frontière Oder-Neisse — la question devant être soumise au Bundestag, qui avait à se prononcer à la majorité des deux tiers. Toujours avec le désir de brusquer les événements, le gouvernement Brandt n'en annonçait pas moins le départ du ministre des Affaires étrangères pour Varsovie au début de novembre et laissait espérer que le traité pourrait être paraphé à cette occasion. Rendu prudent par l'expérience, M. Scheel n'en déclarait pas moins, au cours d'une récente conférence de presse, à laquelle assistait le chancelier, qu'il fallait s'attendre encore à des « difficultés considérables avec Varsovie ».

« UN CADAVRE POLITIQUE »

Le ministre des Affaires étrangères était d'autant mieux placé pour le savoir qu'il cumulait ses fonctions diplomatiques avec celles de chef du F.D.P., ce parti libéral dans lequel, suivant la revue CHRIST UND WELT, connue pour la sûreté de ses informations, le président Heinemann aurait vu « un cadavre politique ». La crise qui se développe au sein du F.D.P. semble corroborer cette opinion. Trois députés ont quitté le parti dans les dernières semaines et la majorité du gouvernement de coalition est réduite à six voix. D'autres défections sont possibles, sinon probables... Bahner, chef du F.D.P. en Bavière, a remis sa démission.

Le chancelier Brandt s'est rendu à Francfort, au début du mois d'octobre, pour donner le coup d'envoi à la campagne électorale en Basse, où le scrutin est fixé au 8 novembre, et les observateurs ont noté la fraîcheur de l'accueil fait au chancelier dans un « Land » où les posi-



Tous les chemins mènent à Ulbricht.

(DIE ZEIT)

tions socialistes sont fortes. En Bavière, c'est au 22 novembre que sont fixées les élections, mais au congrès du C.S.U., l'ancien chancelier Kiesinger, ainsi que Mdl. Barzel et Strauss, ont très durement attaqué le gouvernement Brandt-Scheel et se sont taillé de beaux succès. Le chancelier a cru devoir riposter en dénonçant un complot de la droite, mais le débat qui a eu lieu à cette occasion au Bundestag n'a pas été particulièrement favorable au gouvernement. Il n'a pas mis fin, en tout cas, à la crise au sein du F.D.P., dont l'existence va être en jeu au cours des élections de novembre. En Schleswig-Holstein, la fermentation est vive et une scission nouvelle dans le parti pourrait entraîner une crise dans le gouvernement de Bonn.

C'est sur ces entretelles qu'une entrevue Scheel-Gromyko a été annoncée, ainsi que la reprise des conversations entre l'Allemagne fédérale et l'Allemagne de l'Est. Moscou craint visiblement qu'avec le chancelier Brandt, les Soviétiques ne perdent un interlocuteur particulièrement « compréhensif ». Il n'est donc pas surprenant que le Kremlin et ses satellites lui lancent une bouée. Le sort du gouvernement Brandt est ainsi suspendu au bon vouloir de Moscou. Au bon vouloir aussi des Allemands qui vont voter les 8 et 22 novembre.

HENRI LEBRE



Quand l'Allemagne d'Ulbricht répond à Willy Brandt.
 (DIE WELT)